



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/50/L.66  
6 décembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
DEUXIÈME COMMISSION  
Point 95 f) de l'ordre du jour

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE :  
PARTICIPATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT

Projet de résolution présenté par le Vice-Président  
de la Commission, M. Conor Murphy (Irlande) sur la  
base des consultations officielles consacrées au  
projet de résolution A/C.2/50/L.46

Participation des femmes au développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/204 du 17 décembre 1985, 42/178 du 11 décembre 1987 et 44/171 du 19 décembre 1989, toutes ses autres résolutions sur l'intégration des femmes au développement ainsi que celles de la Commission de la condition de la femme sur le même sujet,

Ayant à l'esprit les résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et des autres récents sommets et grandes conférences des Nations Unies,

Estimant que les femmes apportent une contribution importante à l'activité économique et représentent une force de premier plan en faveur du changement et du développement dans tous les secteurs de l'économie, en particulier dans les domaines clefs que sont l'agriculture, l'industrie et les services,

Réaffirmant que les femmes contribuent de manière déterminante à l'activité économique et à la lutte contre la pauvreté, par leur travail rémunéré ou non, au foyer, dans la communauté et dans leurs emplois, et que le renforcement de leur pouvoir d'action est un élément critique du combat pour l'élimination de la pauvreté,

Constatant que les dures conditions socio-économiques qui prévalent dans nombre de pays en développement ont entraîné une féminisation rapide de la pauvreté, surtout dans les zones rurales et dans les foyers où le chef de famille est une femme,

Consciente que les femmes, du fait de la discrimination dont elles ne cessent de faire l'objet et parce qu'elles continuent de ne pas bénéficier de l'égalité d'accès à l'instruction et à la formation et qu'elles n'ont pas de prise sur les domaines productifs, notamment les terres, les capitaux et les techniques, ne peuvent ni contribuer pleinement au développement ni en tirer parti,

Considérant que, dans bien des pays en développement, le secteur non structuré constitue une importante source d'activités et d'emplois pour les femmes,

Notant l'importance du rôle incombant aux organismes et organes du système des Nations Unies pour faciliter le progrès des femmes dans le contexte du développement,

1. Se félicite de l'adoption de la Déclaration<sup>1</sup> et du Programme d'action<sup>2</sup> de Beijing par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

2. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement<sup>3</sup>;

3. Demande la mise en application urgente du Programme d'action de Beijing ainsi que des dispositions pertinentes résultant de tous les autres sommets et grandes conférences des Nations Unies;

4. Souligne qu'un contexte international et national favorable et porteur sur les plans économique et financier, ainsi qu'un climat positif dans le domaine des investissements, sont nécessaires à l'intégration effective des femmes au développement;

5. Souligne également qu'il importe d'élaborer des stratégies nationales pour amener les femmes défavorisées et les femmes vivant dans la pauvreté à entreprendre des activités productives viables génératrices de revenus;

6. Engage tous les gouvernements et tous les acteurs de la société à matérialiser les engagements pris à la Conférence mentionnée plus haut et à créer un environnement propice, notamment en supprimant les obstacles discriminatoires et en assurant la pleine participation, en toute égalité, des femmes à l'activité économique, en adoptant, entre autres mesures, des politiques et des dispositions juridiques sexospécifiques et en mettant en place toutes autres structures nécessaires;

7. Demande instamment à tous les gouvernements de garantir que les femmes aient accès, en toute égalité de droits, aux ressources économiques, et de leur ouvrir plus largement l'accès au crédit en instituant des pratiques de prêt

---

<sup>1</sup> A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexe I.

<sup>2</sup> Ibid., annexe II.

<sup>3</sup> A/50/399.

novatrices, notamment des pratiques intégrant crédit et services et formation à l'intention des femmes, et offrant à celles-ci, en particulier aux femmes rurales, aux femmes du secteur non structuré, aux femmes jeunes et aux femmes qui ne disposent d'aucune des formes traditionnelles de garantie, des facilités de crédit très souples;

8. Prie instamment les gouvernements de mettre au point et de promouvoir des méthodologies qui prévoient la prise en considération dans tout ce qui touche à la définition des politiques, y compris des politiques économiques, d'une dimension spécifiquement féminine;

9. Demande que le système des Nations Unies, en particulier ses fonds et ses programmes et les institutions spécialisées, ainsi que toutes les autres organisations concernées s'emploient à promouvoir une politique active et visible tendant à ce que l'on ne perde pas de vue dans l'application, le suivi et l'évaluation de toutes les politiques et programmes, cette dimension spécifiquement féminine;

10. Prie instamment la communauté internationale, le système des Nations Unies et toutes les autres organisations concernées de s'employer en priorité à appuyer les efforts que font les pays en développement pour assurer la participation pleine et entière des femmes au choix et à l'application des stratégies de développement, notamment en leur ouvrant plus largement l'accès aux soins de santé, aux capitaux, à l'éducation, à la formation et aux techniques, ainsi que pour les faire participer plus largement à la prise des décisions;

11. Prie instamment les donateurs multilatéraux, les institutions financières internationales et les banques régionales de développement d'envisager de mettre en oeuvre des politiques à l'appui des efforts nationaux, visant à assurer que les femmes, en particulier celles qui vivent dans des zones rurales ou isolées bénéficient de davantage de ressources;

12. Demande que le système des Nations Unies s'efforce, pour tout ce qui touche le développement, d'adopter une approche plus cohérente en ce qui concerne l'appui aux activités génératrices de revenu pour les femmes, en particulier en ce qui concerne les modalités de crédit;

13. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session une question subsidiaire intitulée "Mobilisation effective des femmes en vue de leur pleine intégration au développement";

14. Prie le Secrétaire général de lui soumettre, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur les mesures prises en application de la présente résolution.

-----